



La lettre de la justice administrative

NUMÉRO 49 - OCTOBRE 2017

À la Une

Étude annuelle 2017

**Puissance publique et plateformes numériques :
accompagner l'ubérisation**

Depuis peu, les nouvelles technologies ne se contentent plus seulement d'accélérer notre vie ; elles la changent. L'étude du Conseil d'État s'efforce d'analyser de manière globale les transformations du monde que révèlent les plateformes numériques. Après deux précédentes études, la première en 1998 intitulée Internet et les réseaux numériques et la deuxième sur Le numérique et les droits fondamentaux en 2014, le Conseil d'État a décidé de poursuivre sa réflexion sur l'évolution des politiques publiques du numérique, en s'attachant cette fois-ci à l'ébranlement des économies et des modèles sociaux traditionnels qui est en cours.

À l'occasion de la parution de l'étude annuelle du Conseil d'État, une journée de valorisation a été organisée par Acteurs Publics et le Conseil d'État sur le thème : « Services publics, fonction publique : la puissance publique à l'heure de l'ubérisation ».

[Aller plus loin >](#)

[Télécharger l'étude sur le site de la Documentation française >](#)

[Contentieux](#)

[Avis](#)

[Publications](#)

[Brèves](#)

[International](#)

[Agenda](#)

[Nominations](#)

Contentieux

+ Conseil d'État

+ Consultation du public - Nom de région

Le Conseil d'État définit les principes encadrant les consultations du public menées à titre facultatif et le contrôle de leur régularité par le juge. *CE, Assemblée, 19 juillet 2017, Association citoyenne pour Occitanie Pays catalan et autres, n°s 403928, 403948, A.* >



+ Énergie - Tarifs réglementés du gaz naturel

Le Conseil d'État juge que le maintien de tarifs réglementés du gaz naturel est contraire au droit de l'Union et estime que les effets produits par le passé par le décret du 16 mai 2013 relatif à ces tarifs doivent être regardés comme définitifs.

CE, Assemblée, 19 juillet 2017, Association nationale des opérateurs détaillants en énergie (Anode), n° 370321, A. >

+ Emploi - Plan de sauvegarde de l'emploi

Lorsque le licenciement pour motif économique d'un salarié protégé est inclus dans un licenciement collectif qui requiert l'élaboration d'un PSE, l'inspecteur du travail se borne à contrôler l'existence d'une décision de validation ou d'homologation de ce PSE.

CE, 19 juillet 2017, M. R., n° 391849, A. >



+ Environnement - Qualité de l'air

Le Conseil d'État précise les conditions dans lesquelles un État membre doit être regardé comme satisfaisant aux obligations qui s'imposent à lui en vertu de la directive du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant en cas de dépassement des valeurs limites prévues par ce texte, ainsi que les pouvoirs du juge éventuellement saisi d'une contestation relative au respect par l'autorité nationale de ces obligations.

CE, 12 juillet 2017, Association Les Amis de la Terre, n° 394254, A. >

+ Étrangers - Décision de refus de séjour et OQTF

Le Conseil d'État précise le régime contentieux applicable lorsqu'une décision de refus de séjour est prise en même temps qu'une OQTF prise sur le fondement des 1°, 2°, 4° ou 6° du I de l'article L. 511-1 du CESEDA. *CE, avis, 19 juillet 2017, Mme T., n° 408902, A.* >



+ Procédure - Office du juge du référé-liberté

L'existence d'une atteinte grave et manifestement illégale à des libertés fondamentales s'apprécie en tenant compte des moyens de l'autorité administrative compétente et des mesures qu'elle a, le cas échéant, déjà prises. Il n'appartient pas au juge du référé-liberté d'ordonner des mesures d'ordre structurel insusceptibles de produire des effets à brève échéance.

CE, 28 juillet 2017, Section française de l'observatoire

international des prisons, n° 410677, A. >

+ Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel



+ CAA de Bordeaux - Illicéité des contrats d'affichage municipal d'Eysines et de Bègles

Une commune de la métropole de Bordeaux ne peut pas offrir à ses prestataires, pour prix de leurs prestations d'affichage, un droit d'exploitation publicitaire sur le domaine public routier qu'il ne lui appartient pas de concéder. 17 juillet 2017, Société Philippe Vediaud publicité, 16BX03518, C+ >

+ CAA de Versailles - Abattage rituel

La Cour administrative d'appel de Versailles saisit la Cour de justice de l'Union européenne d'une question préjudicielle relative à l'attribution du label européen « agriculture biologique » aux produits issus de viandes d'animaux ayant fait l'objet d'un abattage rituel sans étourdissement préalable.

7 juillet 2017, Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir (OABA), n° 16VE00801, C+ >



+ TA d'Amiens - Ferme des 1 000 vaches

Le tribunal administratif d'Amiens annule les sanctions prononcées par le préfet de la Somme contre « la ferme des 1000 vaches ».

29 juin 2017, SCEA Cote de la justice, n°1502616, C+ >

+ TA de Rennes - Arrêté préfectoral réglementant la dégustation de coquillages

Les producteurs d'huîtres peuvent proposer des dégustations sur place si cette activité reste accessoire à l'activité principale de production et ne constitue pas un changement de destination des installations.

9 octobre 2017, SARL La Perle de Quehan, n°1505877, C >

+ Cour nationale du droit d'asile

La cour écarte le moyen tiré de difficultés de compréhension lors de l'audition par l'OFPPRA dès lors qu'il est raisonnable de penser que l'intéressée avait pu se faire comprendre lors de son entretien. 18 septembre 2017 Mme K. n° 17005983 C - >

Avis

10 octobre 2017

Avis portant sur les modalités d'inscription sur les listes électorales en Nouvelle-Calédonie, en vue de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté >

Assemblée générale, n° 393431, séance du 7 septembre 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur sa demande d'avis concernant les modalités d'inscription sur les listes électorales en Nouvelle-Calédonie, en vue de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté.

29 juin 2017

Avis sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour la rénovation sociale >

Assemblée générale, avis n° 393357, séance du 22 juin 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour la rénovation sociale.

6 septembre 2017

Avis sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement >

Assemblée générale, avis n° 393503, séance du 1^{er} septembre 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Publications



+ Actualisation du *Guide des outils d'action économique*



Dans le cadre de son étude annuelle 2015, consacrée à l'action économique des personnes publiques, le Conseil d'État a élaboré un guide destiné à mieux faire connaître aux personnes publiques les différents outils d'action économique à leur disposition.

La version numérique du guide a fait l'objet d'une actualisation et intègre, pour l'ensemble des vingt-quatre fiches composant le guide, les mises à jour rendues nécessaires par l'évolution des textes et de la jurisprudence. >

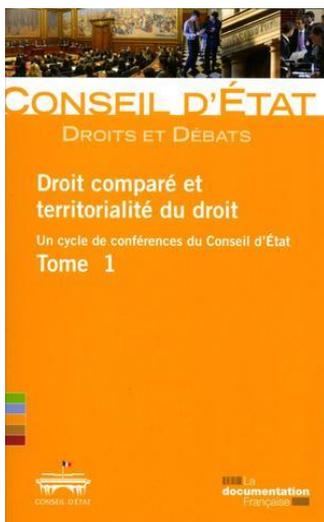


+ *Le Conseil d'État et la Grande Guerre*, actes du colloque organisé par le Comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative les 20 et 21 novembre 2015

Alors qu'il n'existait aucune étude globale sur le sujet, des travaux de recherche inédits ont permis de lever le voile sur l'engagement des hommes, l'adaptation des institutions et les bouleversements entraînés par la guerre dans l'activité consultative et jurisprudentielle.

Au-delà de l'intérêt commémoratif, cet ouvrage permet de mieux saisir l'impact du conflit au Conseil d'État comme dans les conseils de préfecture. >

Droits et débats
Actes des conférences du cycle Droit comparé et territorialité du droit (tome I) >



Droits et débats
Actes des conférences du cycle Entretiens sur l'Europe (tome I) >



Brèves

+ Dialogue entre les deux ordres de juridiction

Retrouvez l'intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, le 21 juillet 2017 à l'École nationale de la magistrature >

+ Le juge administratif et la compliance

Retrouvez l'intervention de Bernard Stirn, président de la section du contentieux du Conseil d'État, le 6 juillet 2017 à la Cour de cassation, sur le thème « La *compliance*, la place du droit, la place du magistrat » >



+ Conférence inaugurale du cycle citoyenneté: Peut-on parler d'une crise de la citoyenneté ?

Le 18 octobre 2017, s'est tenue au Conseil d'État la conférence inaugurale du cycle citoyenneté : « Peut-on parler d'une crise de la citoyenneté ? ». Le discours d'ouverture, prononcé par Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, a été suivi des contributions et des échanges de Monique Canto-Sperber, Erik Orsenna

et Dominique Schnapper. Organisée par la section du rapport et des études, cette conférence a été animée par sa présidente, Martine de Boisdeffre.

Retrouvez l'intégralité de la conférence et les interviews des trois intervenants en vidéos >

+ Entretiens en droit public économique : Les grands investissements publics

Retrouvez l'intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, le 20 octobre 2017 >

Retrouvez l'intégralité du colloque et les interviews des participants en vidéos >



+ Droit public - Prix de thèse du Conseil d'État

Le prix de thèse du Conseil d'État en droit public 2017 est attribué à Mme Hanna Schröder pour sa thèse sur le thème « Entre exorbitance et droit commun : Le contrat de l'administration en droit européen. Étude comparée des droits français et allemand dans leurs interactions avec le droit de l'Union européenne ». >



+ Acteurs publics

Le 9 octobre dernier se sont tenues, au Conseil d'État, les Rencontres des acteurs publics, sur le thème : « Services publics, fonction publique : la puissance publique à l'heure de l'ubérisation », faisant écho à l'étude annuelle 2017 du Conseil d'État : « Puissance publique et plateformes numériques : accompagner l'ubérisation ». Ce premier partenariat entre Acteurs publics et le Conseil

d'État a réuni plus de 300 participants des secteurs public et privé autour de débats, de tables rondes et d'interviews. >

+ Audience de rentrée au tribunal administratif et à la cour administrative d'appel de Paris

L'audience solennelle de rentrée s'est tenue le 10 octobre 2017, en présence de Mme Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la justice. L'invité d'honneur était M. Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel.

Lire les interventions >

+ Conférence sur l'exécution des décisions du juge administratif

Martine de Boisdeffre, présidente de la section du rapport et des études, accompagnée de Denis Piveteau, président de chambre, et de Pascal Trouilly, délégué à l'exécution, a animé le 4 octobre 2017, dans les locaux de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, une conférence consacrée à l'exécution des décisions du juge administratif.

L'exposé et les questions des participants ont porté notamment sur les conséquences de l'entrée en vigueur du décret n° 2017-493 du 6 avril 2017. Ce décret a simplifié la procédure d'exécution des décisions rendues par le Conseil d'État et les juridictions administratives spécialisées, en la rapprochant de celle déjà applicable dans les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel. Il a également autorisé le Conseil d'État à s'assurer, de sa propre initiative, de l'exécution de ses décisions, en interrogeant l'administration et en prononçant, le cas échéant, une astreinte d'office.

Aller plus loin >



+ Simulation de procès à la cour administrative d'appel de Lyon

Une audience publique fictive s'est tenue le 28 juin 2017 à la cour. Elle a permis aux étudiants de l'UCLY de faire l'apprentissage des règles du procès administratif en les plaçant au cœur d'une simulation du traitement d'une affaire. L'exercice présentait l'intérêt d'examiner du point de vue juridique une situation prospective faisant appel à des technologies dont la disponibilité ne relève

plus de la science-fiction.

Lire les interventions >

+ Prix de thèse du comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative

Le jury a accordé le prix de thèse 2016 à M. Nicolas Sild pour ses travaux sur « Le gallicanisme et la construction de l'État (1563-1905) ». >



+ Conférence de clôture du cycle Europe

Le Conseil d'État a organisé, le 14 juin 2017 au Palais-Royal, la conférence de clôture du cycle des Entretiens sur l'Europe consacrés à l'avenir de l'Europe à la lumière des défis auxquels elle est confrontée, avec les interventions de Valéry Giscard d'Estaing et Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État.

Retrouvez l'intégralité de la conférence en vidéo >



+ Journées du patrimoine 2017

À l'occasion des 34^{es} Journées du patrimoine, le Conseil d'État, les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel ont ouvert leurs portes pour des visites guidées et des échanges nourris avec un public intéressé et toujours plus nombreux. Alors que plus de 10 200 visiteurs ont été reçus au Palais-Royal, les tribunaux administratifs de [Clermont-Ferrand](#), [Rouen](#), [Amiens](#), [Poitiers](#), Grenoble ainsi que la cour administrative d'appel de [Paris](#) ont connu un franc succès avec l'accueil de plusieurs centaines de visiteurs.

>

+ Adoption du premier règlement intérieur du CSTA

Depuis le 4 juillet 2017, le CSTA a acquis, en application de l'ordonnance n° 2016-1366 du 13 octobre 2016, de nouvelles compétences décisionnelles et un nouveau statut en pouvant, le cas échéant, se transformer en juridiction disciplinaire. Par ailleurs, sa composition a été revue : un chef de juridiction assure désormais en son sein une représentation fonctionnelle et remplace le directeur général de la fonction publique. Le Conseil supérieur a marqué symboliquement cette échéance importante en adoptant à l'unanimité, le 12 septembre dernier, son premier règlement intérieur.

International

+ 12^e rencontre du Comité franco-britanno-irlandais de coopération judiciaire, Dublin

La 12^e rencontre du Comité franco-britanno-irlandais de coopération judiciaire s'est tenue à Dublin du **22 au 24 juin** sur le thème du numérique et de ses conséquences sur l'État de droit, la propriété intellectuelle, le droit au respect de la vie privée et les procédures juridictionnelles. Les représentants du Conseil d'État et de la Cour de cassation ont également assisté à un débat avec leurs homologues britanniques et irlandais sur les conséquences juridiques du Brexit. >

+ 11^{es} Journées juridiques et administratives franco-croates, Split

Les 11^{es} Journées juridiques et administratives franco-croates de Split, auxquelles participe le Conseil d'État depuis leur création, ont porté **les 14 et 15 septembre** sur l'évolution de la juridiction administrative, la fonction publique, la propriété des personnes publiques et la dimension fiscale de l'action administrative. >



+ Séminaire de l'ACA-Europe, Cracovie

L'ACA-Europe, qui réunit les juridictions administratives suprêmes des États membres de l'Union ainsi que la Cour de justice de l'Union européenne, a organisé **le 18 septembre** en Pologne un séminaire sur l'ordre public, la sécurité nationale et les droits des ressortissants de pays tiers dans les affaires d'immigration et de citoyenneté. >



+ Séminaire juridique bilatéral

Le Conseil d'État et la Cour administrative d'appel de Marseille ont organisé **du 2 au 6 octobre** un séminaire juridique bilatéral avec le Conseil d'État d'Algérie. Les délégations ont, dans ce cadre, participé à un colloque sur la justice administrative dans le monde arabe organisé par l'université Paris-Descartes. >

Agenda

+ Colloques

+ Les Entretiens du contentieux du Conseil d'État : La régulation

Colloque organisé par les sections du contentieux et du rapport et des études, en partenariat avec l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, **le lundi 20 novembre 2017, de 9h30 à 17h30** au Conseil d'État. L'introduction du colloque sera assurée par Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État.

+ Les Entretiens du Conseil d'État en droit social : Santé et protection des données

Colloque organisé par la section sociale et la section du rapport et des études du Conseil d'État, **le vendredi 1^{er} décembre 2017, de 9h30 à 17h30** au Conseil d'État. L'introduction du colloque sera assurée par Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État.

+ Conférences

+ La citoyenneté dans la tradition républicaine

Deuxième conférence du cycle sur la citoyenneté **le 29 novembre 2017, de 17h30 à 19h00 au Conseil d'État**, avec l'intervention de personnalités qualifiées.

Retrouvez l'ensemble des conférences et des colloques :

+ sur le site du Conseil d'État, rubrique « Les colloques en vidéos » >

+ sur la chaîne officielle du Conseil d'État, sous Vimeo >

Nominations

+ Au Conseil d'État

+ **François Séners**, rapporteur général et président adjoint de la section du rapport et des études du Conseil d'État depuis le 16 octobre 2017.

+ **Catherine Bobo**, secrétaire générale adjointe du Conseil d'État depuis le 23 octobre 2017.

+ Dans les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs

+ **Cécile Mariller**, présidente du tribunal administratif d'Orléans depuis le 1^{er} septembre 2017.



Directeur de publication : Jean-Marc Sauvé - Président du Comité de rédaction : Martine de Boisdeffre - Comité de rédaction : Anne-Cécile Castellani-Dembélé, Catherine Bergeal, Catherine Bobo, Manon Hameau, Lucienne Erstein, François Séners, Yves Gounin, Anne Iljic, Samantha Leblanc, Corinne Ledamoisel, Jocelyne Randé, Sophie Roussel, Michèle de Segonzac, Charline Nicolas, Pascal Trouilly - Secrétaire de rédaction : Nathalie Roubellat- Conseil d'État : 1, place du Palais Royal 75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - Mél : webmestre@conseil-etat.fr - Réalisation : CE/direction de la communication